

Réponses de Gérard Figari
Au questionnaire sur l'Europe du futur
13 décembre 2020

Les réponses européennes à la pandémie sont-elles suffisantes ?

Non, bien sûr, vu l'ampleur du problème.

J'apprécie cependant :

-les actions de solidarité d'un certain nombre d'établissements hospitaliers ayant accueilli des malades de pays voisins

-le budget important mobilisé pour la relance économique

Mais les insuffisances qui me paraissent les plus graves sont celles provoquées par les particularismes égoïstes et concurrentiels latents ici et là.

Que vous inspire l'idée d'une souveraineté européenne ?

Les particularismes linguistiques, d'abord, l'apparition de mouvements idéologiques à tendance populiste, ensuite, sont encore assez lourds et assez inquiétants pour ne pas croire, encore, à une unité possible et à la construction d'une confiance suffisante dans une super-nation souveraine... Mais ce n'est qu'une représentation personnelle très momentanée...

Comment concevez-vous l'avenir de l'Union européenne ?

Je ne conçois pas que cet ensemble de pays puisse se désagréger et renoncer à l'Union, puisque dans le monde tel qu'il est devenu, aucun pays du continent n'a de chances de survivre sans appartenir à une communauté. Or cette communauté existe et elle est validée par son histoire. Et ce n'est pas parce que les anglais la quittent, qu'elle ne garde pas sa raison d'être. Et j'ai confiance dans la « Jeunesse d'Erasmus » pour la remettre en route.

Je crois en l'Europe des projets (dans le climat, l'énergie, la mobilité, l'éducation, la justice, la santé, la paix, etc.). Comme on dit, je reste « obstinément optimiste »...

Faut-il aller vers une fédération européenne ?

Je n'aurai ni la prétention ni l'audace de formuler des préconisations sur ce sujet, à partir de mon statut de simple citoyen.

Mais il me semble que si les états-nations paraissent dépassés, si les élargissements débridés n'ont généré que le désordre actuel (ex : Pologne et Hongrie), je ne connais pas d'alternative convaincante au modèle fédéraliste, aujourd'hui. Car ni le souverainisme, d'un côté, ni la coopération intergouvernementale, d'un autre côté, n'ont fait avancer de processus « européen ».

Au contraire, faut-il renoncer à terme au projet d'intégration européenne ?

Non, sûrement pas. Ce serait suicidaire.

Gérard Figari professeur émérite au Laboratoire des Sciences de l'éducation à l'Université de Grenoble Alpes.

Président de l'antenne Vercors de l'UIAD